



Le problème Balkanique et le démembrement de l'Empire Ottoman.

The Balkan problem and the dismemberment of the Ottoman Empire.

Nouredine ZERKAOUI ^(*)

Université de Bejaia.; Algérie

nourzerkaoui@gmail.com

Date de réception : 31/05/2020 Date d'acceptation : 10/07/2020 Date de publication : 30/09/2020

Résumé :

Cette présente étude vise à expliquer les grands événements qui ont provoqué l'effondrement de l'empire ottoman à partir des Balkans. La région où s'est dessiné son sort par les peuples majoritairement chrétiens, manifestement décidés à se libérer du « joug ottoman » ; stratégiquement importante, chose qui est stimulé par les grandes puissances européennes de l'époque

Le processus de décomposition avait commencé dans les années 1820 : la Grèce en 1830, autonomie de la Serbie en 1829, les provinces roumaines en 1859. Suivie par la Serbie, de la Roumanie, de la Thessalie et d'une partie de l'Epire ; Le « pré indépendance » de la Bosnie-Herzégovine (occupée par l'Autriche-Hongrie) et la Bulgarie (devenue une principauté autonome). En fin, elle vient la Bulgarie, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, la Crète se rattache à la Grèce. Puis, au moment des guerres balkaniques (1912- 1913), l'Empire ottoman perd ses dernières possessions en Europe : l'Albanie, la Macédoine et la Thrace occidentale. Reste seulement la Thrace orientale (avec Andrinople) et la capitale Istanbul.

Mots-clés :

La Question d'Orient, Balkans, Empire Ottoman, Grandes Puissances, Congrès de Berlin, Guerres Balkaniques 1912-13.

Abstract :

This present study aims to explain the major events that brought about the collapse of the Ottoman Empire from the Balkans. The region where its fate was drawn by the predominantly Christian peoples, clearly determined to free themselves from the "Ottoman yoke"; strategically important, something which was stimulated by the great European powers of the day

^(*)Auteur correspondant : Nouredine ZERKAOUI: nourzerkaoui@gmail.com



The process of decomposition had started in the 1820s: Greece in 1830, autonomy of Serbia in 1829, the Romanian provinces in 1859. Followed by Serbia, Romania, Thessaly and part of Epirus ; The "pre-independence" of Bosnia-Herzegovina (occupied by Austria-Hungary) and Bulgaria (which became an autonomous principality). In the end, it comes to Bulgaria, Austria-Hungary annex Bosnia-Herzegovina, Crete is attached to Greece. Then, during the Balkan Wars (1912-1913), the Ottoman Empire lost its last possessions in Europe: Albania, Macedonia and Western Thrace. Only eastern Thrace (with Adrianople) and the capital Istanbul remain.

Keywords:

The Eastern Question, Balkans, Ottoman Empire, Great Powers, Congress of Berlin, Balkan Wars 1912-13.

Introduction :

Le terme de Balkans est souvent associé à la guerre et à l'impossibilité de tracer des frontières stables et acceptées par les Etats et les peuples qui composent cette région. Entre le XIXe et le XXe, l'intervention « des grandes puissances » et l'émergence d'Etats-nations a joué un grand rôle dans la formation progressive des frontières balkaniques. L'émiettement des Balkans remonte au XIXe quand cette région est le théâtre de rivalités entre trois puissances : l'Empire Ottoman en plein déclin face à l'empire d'Autriche Hongrie et l'Empire Russe qui défendent la cause des peuples chrétiens de la région. Ainsi le mot Balkans a donné un terme politique négatif : Balkanisation¹.

Notre étude repose sur les questions-problématiques suivantes :

- Comment et pourquoi la région des Balkans en général, les provinces soumises à l'administration ottomane en particulier, furent le socle et la base de la « Question d'Orient » tout au long du dix-neuvième et le début du vingtième siècle ?



- Quels étaient les grands « acteurs » de cette Question d'Orient ? Et pour quels intérêts ?
- Comment l'effondrement de l'empire ottoman s'était effectué dans cette région ?
- Quels étaient les conséquences engendrées par ladite question sur les différentes parties, en premier lieu : l'empire ottoman et les peuples balkaniques ?

Le cadre spatiotemporel de la présente étude :

Cette étude aborde les grands événements qu'avait connus l'empire ottoman, notamment ses provinces (Vilayets) situées dans la région des Balkans ; dans le cadre de ce qu'on appelle dans le jargon historique « la question d'orient ». L'espace temporel s'étend de début du dix-neuvième siècle (la révolte serbe 1804-1813 précisément) jusqu'à la première guerre mondiale (1914).

1- Définir les Balkans.

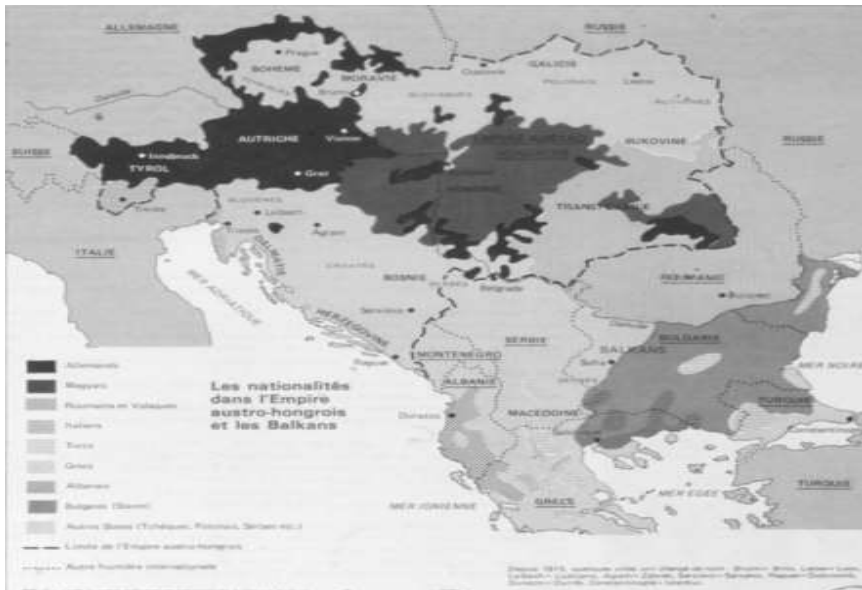
Les Balkans sont des chaînes de montagnes qui occupent le Sud Est de l'Europe, forment un espace triangulaire entre Adriatique, Mer Egée et Mer Noire, elles servirent pendant longtemps de refuge à des peuples face aux différentes invasions (mais aussi un conservatoire de cultures). Une mosaïque de peuples et de religions : On trouve une grande diversité de peuples ; des slaves comme croates, bosniaques ou serbes et monténégrins, des albanais dont la présence remonte à l'Antiquité, des grecs qui ont une identité forte depuis l'Antiquité jusqu'à l'Empire byzantin, enfin les turcs qui s'installent dans la région au fur et à mesure que s'étend l'Empire Ottoman. A cette diversité des populations s'ajoute une extrême diversité religieuse. On peut distinguer trois ensembles :

-Les Chrétiens orthodoxes souvent organisés en Eglises nationales : grecque, roumaine, Bulgare ou serbe mais aussi 20% des Albanais. C'est la religion la plus importante des Balkans.

-Les Catholiques (Croates, Slovènes, Hongrois et 10% des Albanais, surtout au Sud de l'Albanie.

-Les musulmans : Bosniaques, Albanais qui sont des peuples qui se sont convertis à l'Islam à partir du XVIe pour profiter d'exemptions fiscales des ottomans.

Enfin pour tout compliquer, il y a des minorités religieuses vivant au sein des territoires des grandes communautés nationales : Les Serbes musulmans du Sandjak (en turc=région administrative) autour de Novi Pazar ; Des Macédoniens musulmans (les Gorans) et des Bulgares musulmans (les Pomaks). Donc Les Balkans ont été influencés par de grandes civilisations grecque, byzantine puis ottomane².



La carte des Balkans, reflétant les Questions nationales et territoriales, Publiée dans l'Histoire illustrée de la guerre de 1914 de G. Hanotaux, parue en 1915. Citée par : Jean-Jacques Becker, La guerre dans les Balkans (1912-1919). In : Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°71, 2003 ; Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire. Consultable sur :

https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_71_1_914

2- L'administration ottomane : une autonomie modulable ?

Historiquement, comme l'avait souligné l'historien français François Georeon que les Ottomans « ont pris pied très tôt dans les Balkans, au milieu du XIVe siècle, un siècle avant la prise de Constantinople. Ils y ont établi leur seconde capitale, Edirne



(Andrinople), en 1361 »³. La Turquie d'Europe ou Roumélie, comme la nommait parfois à l'époque les historiens occidentaux, c'était la fenêtre de l'Empire Ottoman sur l'Occident, La présence ottomane a été déterminante pour l'administration de la région. Les Ottomans ne cherchent pas trop à convertir les peuples de force, les chrétiens étaient placés sous l'autorité de leurs chefs religieux, formant des nations sans avoir pour autant un territoire défini. Les langues parlées étaient multiples, langues liturgiques comme le grec ou l'arabe, langue administrative avec le turc et de multiples langues maternelles suivant l'appartenance à telle nationalité.

Vers la fin du 18^{ème} siècle, l'affaiblissement du pouvoir central (ottoman) provoque une montée du pouvoir des autorités provinciales. Elles s'approprient les revenus de l'état, alors le trésor liquide une partie de ses revenus fonciers et de ses fiefs -les *mukâta'a*- en les concédant à ces nouveaux féodaux.⁴ Alors, le pouvoir des notables - les *ayân*- prend l'ampleur ce qui amène au recul de l'autorité de l'État⁵ ; l'exemple de l'Albanie et de Bosnie, où les pachas constituent de véritables féodalités est le plus frappant⁶. Cette classe (les notables) est hostile aux représentants de la capitale et aspire à plus d'autonomie. Ainsi s'ébauche une fragmentation de l'empire ottoman ; le désir d'indépendance du « joug ottoman »⁷ devient évident.

Au début du 19^{ème} siècle, l'indépendance religieuse est renforcée. La communauté religieuse y devient l'unité administrative autonome, on appellera le *Millet*⁸. La population rurale est contrôlée par l'église orthodoxe selon le double système du *Millet* et des conseils de village dont les membres sont choisis parmi les notables. Le *Millet* orthodoxe est dirigé par le patriarche. Élu par le synode, il est le chef de la communauté -*millet bachi*- et l'ethnarque des orthodoxes. Il contrôle le clergé, la justice et administre les biens de la communauté.

Mais ce *dhimmi*⁹ demeure vulnérable. Lorsqu'il affiche sa solidarité avec des ennemis de la porte, il perd son statut de protégé¹⁰. La rupture se manifeste par la révolte qui est justifiée par « une réaction spontanée à l'injustice, aux exactions, à l'appauvrissement, au



déclassement »¹¹. Mais elle ne se réfère pas à de nouvelles valeurs, ni à la nation, ni à la raison¹².

Un autre pouvoir émerge au 18^{ème} siècle, celui des Phanariotes¹³. La porte¹⁴ a besoin d'intermédiaires pour traiter avec les puissances européennes. Ce sont les drogmans¹⁵; Les grandes familles phanariotes sont liées au passé byzantin. Elles rêvent de recréer cet empire : ce sera le concept central de la « Grande Idée »¹⁶ grecque qui va se renaître durant le 19^{ème} siècle. Mais les Phanariotes ne sont pas tous d'origine grecque. Ils sont parfois d'origine albanaise ou italienne mais hellénisés. Cette élite proche du pouvoir est rejetée par les autres peuples des Balkans dont les premières manifestations de nationalisme auront souvent pour but de se libérer de l'influence grecque.

3-Les provinces Ottomanes des Balkans au début du 19^{ème} siècle : le détachement fatal ?

Les Balkans ne constituent pas un ensemble mais une mosaïque de peuples à majorité orthodoxes. Les populations de ces provinces sont d'autant moins intégrées à l'empire. L'administration centrale contrôle indirectement ces provinces. Elle fait appel à des intermédiaires religieux et laïques qui, souvent, soutiennent ou combattent le pouvoir central. Peu à peu, la Porte perd vers la fin du 18^{ème} siècle le contrôle des pouvoirs locaux qu'elle a mis en place¹⁷.

Grecs.

La population grecque d'Europe est concentrée dans les îles de la mer Égée, en Morée, dans l'Épire et en Macédoine, mais aussi dans les provinces proches de la capitale, Thrace et Thessalie. Dans les montagnes, les villages sont autonomes dans la mesure où ils paient l'impôt et tous les hommes sont armés, qu'ils soient des hors-la-loi où qu'ils soient chargés d'assurer l'ordre. Ces derniers sont regroupés en « armatoles » ou « capitantas ». L'administration est doublée d'un réseau local de délégués des conseils de village envoyés à l'assemblée provinciale, l'administration des îles est confiée au drogman de la flotte. Ces notables soutiennent le pouvoir tant qu'il garantit leurs privilèges, mais ils restent divisés en fonctions rivales. Ainsi on trouve la majorité des grecs n'ont pas répondu à l'appel au soulèvement lancé en 1770 par la Russie, en revanche, le projet grec de



l'impératrice russe (Catherine II) est bien accueilli par les notables, en particuliers les Phanariotes¹⁸.

Albanais.

Un double clivage religieux et ethnique sépare les Albanais : le Sud-est orthodoxe, le centre musulman, le nord catholique ; le sud est Tosque, le nord guègue. En 1690, comme les Catholiques Albanais ont soutenu la Sainte Ligue, une majorité d'entre eux est contrainte à se convertir à l'islam. Ces derniers sont réinstallés au Kosovo, où ils remplissent le vide créé par la migration serbe. Cependant la vie communautaire religieuse restait divisée entre le catholicisme autour de Scutari et l'orthodoxie rattachée à l'archevêché Bulgare d'Ohrid mais sous l'influence grecque. Les musulmans albanais occupent une position privilégiée dans l'empire ottoman. Ils fournissent les meilleurs corps de janissaires et de grands fonctionnaires de l'État ; malgré ce là, les *dÖmne*¹⁹ albanais conservent souvent leurs coutumes chrétiennes. Pour les Guègues ont, comme leurs voisins monténégrins, préservé leur organisation tribale : Les chefs des tribus s'affrontent souvent, mais le gouvernement est incapable d'intervenir dans leurs différends. L'État ne perçoit guère d'impôts, mais il prélève de bons soldats parmi ces montagnards. L'autre ethnie qui compose le peuple albanais c'est Les Tosques ; ceux-ci n'ont pas de système tribal. Les villages élisent leurs notables. Les *timar* sont souvent regroupés en domaines et les propriétaires de ces domaines, les *beys*, prennent de plus en plus de libertés vis-à-vis du pouvoir central. Ils se combattent également entre eux. Ainsi, à la fin du siècle, deux centres de pouvoir émergent en Albanie : au nord, autour de Scutari, la famille *Buchati* ; au sud, à Janina, *Ali Pacha*²⁰.

Monténégrins.

Ces farouches montagnards sont pratiquement indépendants. Serbes, de religion orthodoxe, ils sont organisés en clans et en tribus. Le pays est placé sous la juridiction d'un prince évêque, prince Danilo de la famille *Petrovitch* de la tribu *Nyegos*. Le Monténégro joue un rôle modeste dans les affaires internationales, mais, comme il se considère comme un état indépendant mais avec un statut d'un état « vassal », il traite avec la Russie et Venise. La Porte tente de freiner l'influence du



Monténégro en envoyant un Albanais, membre de la famille *Buchati*, *Kara Mahmud*, gouverneur de Scutari, combattre le prince évêque dans ces montagnes inaccessibles.

Bosniaques.

La Bosnie-Herzégovine est la province ottomane où les conversions de masse à l'islam sont les plus fréquentes. Mais c'est aussi un pays frontière où les mouvements de population sont incessants, au gré des guerres et des traités. La classe dirigeante est composée de musulmans d'origine slave, mais elle est divisée en groupes antagonistes. Sur cette division sociale viennent se greffer deux nouveaux groupes : les janissaires envoyés par la Porte maintenir l'ordre en Bosnie-ils s'installent dans les villes, Sarajevo, Mostar, Travnik, et s'emparent du pouvoir provincial ; les « capitaines », qui comme ceux des armatoles grecs, gardent les frontières et les voies de communication, mais opèrent souvent pour leur propre compte. Quelques capitaines acquièrent des *tchiftlik*, mais ils entrent en conflit avec les beys et les janissaires pour le contrôle de l'administration provinciale. En Bosnie-Herzégovine, les musulmans représentent le tiers de la population. La paysannerie chrétienne -43% d'orthodoxes, proches des Serbes et des Monténégrins ; 20% de catholiques proches des Croates autrichiens-est soumise aux propriétaires musulmans. L'Autriche, qui convoite déjà la Bosnie, tente d'y développer son influence en s'appuyant sur les catholiques. Ceux-ci entrent en contact avec les centres de culture croate sous domination autrichienne (Zagreb, Raguse, la Slavonie). Comme les Grecs et les Serbes, ils préparent par ces ouvertures culturelles leur éveil national²¹.

Serbes.

Le centre du mouvement national Serbe est le *sandjak* de Smederevo qui devient le pachalik²² de Belgrade. L'Église orthodoxe maintient l'identité Serbe. D'après B. Jelavich, Le patriarcat Serbe considère qu'il est l'héritier du royaume médiéval : « l'église porte l'idée nationale et garde vivant dans les esprits le glorieux passé d'indépendance. ²³ » Ainsi se préserve le milieu culturel dans lequel se développera le mouvement national Serbe.



Le patriarcat est naturellement opposé à l'église catholique, mais des contraintes de proximité lui imposent une coopération avec les Autrichiens. À la fin du 17^{ème} siècle, Vienne offre aux serbes des libertés religieuses et politiques s'ils émigrent en Autriche. En 1690, la « grande migration » amène dans le sud de la Hongrie, ravagée par la guerre et à peine reconquise par l'Autriche, plus de 200,000 serbes-37000 familles, sous la conduite du patriarche²⁴. En 1766, le patriarcat de Pécs (région serbe) est supprimé et sa juridiction transférée à Constantinople (Istanbul). Karlowitz devient le centre religieux serbe. Une fois le pouvoir religieux serbe transféré en Autriche, Autrichiens et Hongrois font naturellement appel au soutien serbe. Mais les serbes ne leur font pas longtemps confiance, car ils constatent qu'ils les abandonnent ou les sacrifient. Une partie des familles émigrées repartent plus loin, vers la Russie²⁵.

Bulgares et Macédoniens.

En Bulgarie, comme en Macédoine, en Thessalie et en Thrace, les musulmans d'origine turque sont les plus nombreux. Des Bulgares convertis à l'Islam, les *Pomaks*, vivent dans les monts Rhodope, mélangent des pratiques chrétiennes et musulmanes. L'église orthodoxe est, pour des chrétiens, le principal élément d'identité nationale. Mais, en 1767, l'archevêché d'Ohrid cesse d'être un patriarcat autonome et l'église bulgare retombe sous domination grecque. En Macédoine, des bandes de soldats, déserteurs ou seulement inoccupés, y répandent la terreur et les Albanais y pénètrent. L'anarchie règne plus au nord, dans la région entre le Danube et les monts Balkans. Cette région est dépeuplée par des brigands, les *kirdjali*, et une administration locale de notables parvient avec peine à maintenir la société en activité. Dans ces provinces macédoniennes, le commerce se développe surtout avec l'Autriche. Salonique et Raguse redeviennent les deux poumons qui tissent de liaisons maritimes et terrestres à travers les Balkans²⁶.

Moldaves et Valaques.

La Moldavie et la Valachie servent toujours de tampons entre la Porte et ses voisins du nord. En échange d'un tribut, ces provinces Danubiennes continuent à bénéficier d'une relative autonomie. Le



conseil des boyards, une aristocratie héréditaire, élit son prince et le sultan ratifie sa décision. Ces deux provinces restent, pour le gouvernement ottoman, un vivier de soldats et le grenier de Constantinople. Ses agents ont un droit de préemption sur les céréales, avantage qu'ils transforment souvent en droit de confiscation.

L'affaiblissement du pouvoir central accroît celui des boyards qui s'allient avec leurs voisins, Russes et Autrichiens, pour s'affranchir de la suzeraineté ottomane et négocier leur indépendance. En 1711, le voïvode²⁷ de Moldavie, *Dimitri Cantomir*, s'est rallié à Pierre le Grand. Après la défaite de celui-ci sur le Pruth, la Porte, déterminée à se maintenir dans les principautés, place des hommes à elle dans les provinces Roumaines. Elle fait élire un Phanariote, *Nicolas Mavrocordato*, voïvode de Moldavie et un autre Phanariote, voïvode de Valachie.

L'influence grecque s'est développée dans les deux principautés depuis un siècle. Des familles grecques y sont implantées. Titulaires de ces postes administratifs, ils augmentent la pression fiscale pour rembourser leur dette. Incapables de répondre aux demandes abusives d'impôts exigés, et par les propriétaires et par le gouvernement, ces paysans émigrent en Transylvanie²⁸ ; les principautés danubiennes sont la voie de passage obligatoire des armées russe et ottomane. Au cours des guerres qui opposent les deux empires -de 1769 à 1774-, les troupes russes occupent Bucarest et Jassy. L'article 16 du traité de *Kutchuk-Kainardji* (1774) qui place les principautés sous l'influence russe, et le traité de *Jassy* (1792) qui étend le territoire russe jusqu'au fleuve Dniestr, et fait de la Russie le voisin immédiat de la Moldavie, préparent l'indépendance de la Roumanie.²⁹

4- les réformes ottomanes comme vecteur du réveil national balkanique : Le « Millet »

Selon l'historien français Georgeon : « La société ottomane a développé un art de vivre côte à côte, beaucoup plus qu'un art de vivre ensemble »³⁰. Mais malgré cet « art de vivre ensemble » le tissu social reste fragile. La violence est latente, présente dans le même système, dans l'inégalité des statuts et des rapports de chaque communauté avec le pouvoir. Elle menace à tout moment d'éclater³¹. Les relations



intercommunautaires dans les provinces s'établissent et se fréquentent dans des cercles, des clubs, des associations, des loges maçonniques, mais avec une place prépondérante pour le facteur religieux.³²

Le *Tanzimat*³³ promet à tous les sujets de l'empire l'égalité, la sécurité et le respect de leurs droits. Son application concerne donc les communautés non musulmanes regroupées selon leur appartenance religieuse dans le système du *millet*. L'idéal de fraternité proclamé par les réformateurs a un effet pervers, comme le confirme l'historien P. Dumont « Sous la double poussée des doctrines empruntées aux nationalismes européens et du laisser-faire ottoman dans le domaine de l'administration communautaire »³⁴. Le succès du *Tanzimat* se reflète dans sa vitrine³⁵. Les communautés ottomanes, surtout celles des Balkans, sont divisées par des questions religieuses et sociales. Après la proclamation du *hatti-i hamayun* (1856) qui impose une modification des structures administratives des *millet*³⁶, chacun d'eux (communautés) doit se placer sous l'autorité d'une assemblée qui fait fonction d'intermédiaire entre la communauté et le patriarche³⁷. Ainsi, la refonte des institutions communautaires grecques ; car Le patriarcat grec est confronté à une crise plus grave : la montée des séparatismes roumains et bulgares qui conduit à la création d'églises autocéphales³⁸. Pour les *dhimmi*, les réformes viennent trop tard. Le principe qui les fonde est moins fort que le nationalisme. L'historien Ternon souligne que : « L'ottomanisme ne peut plus rallier les communautés chrétiennes des Balkans. Elles ne veulent pas qu'on remplace leurs anciens dirigeants religieux ou communaux par des fonctionnaires ottomans. Elles exigent, si elles ne l'ont pas obtenue, une autonomie, première étape avant l'indépendance »³⁹.

5-Le facteur Européen : « l'interventionnisme » en faveur des nationalités de l'empire ottoman.

5-1 : Durant la période 1848- 1876.

Le printemps des peuples commence à embrasser l'Europe bien avant 1848 (celles de 1815 et de 1830 y font le début), mais celles de 1848 est la plus déterminante ; Car sa leçon dominée par les aspirations nationales engendrera les demandes d'autonomie et d'indépendance.



Les gouvernements font des concessions en fournissant les moyens de former des ensembles unifiés aux nations qui le demandent⁴⁰.

Ainsi, la question d'Orient continue à susciter des ambitions rivales entre les puissances. L'intervention des puissances, au temps des *Tanzimat* (1839-1876), Chacune soutient la nationalité ou le parti qui sert ses intérêts immédiats. Alors, comme il avait dit Yves Ternon : « les mots « nationalité » « nationalisme » ne revêtent pas le même sens selon les peuples »⁴¹.

Les révoltes paysannes des Balkans ne sont pas des mouvements nationaux, ni en Roumanie, ni en Bosnie, ni en Bulgarie. Dans ces révoltes, le sentiment religieux communautaire est plus fort que le sentiment national. Après 1848, le sentiment national est une force politique ambiguë : un État se construit souvent aux dépens d'autres nationalités. Hier persécutée, une minorité devenue nation indépendante ne tarde pas à exclure les membres de ses propres minorités⁴². Cette ambiguïté est particulièrement nette dans les Balkans. « *De Vienne au Bosphore*, comme l'écrit René Pinon, (...) *Entre les frontières artificielles des états et les frontières réelles des peuples et des langues, l'écart est trop grand pour être immuable* »⁴³.

Dans l'Empire ottoman, le « printemps des peuples » ne fleurit guère qu'en Moldavie et en Valachie (en Roumanie actuelle). À la nouvelle de l'insurrection de Vienne, les Roumains de Transylvanie se sont révoltés contre les Hongrois, eux-mêmes en rébellion contre l'Autriche. Ils ont proclamé la « nation roumaine » et prêté serment à « l'empereur [d'Autriche] et à la patrie ». Les principautés danubiennes suivent le mouvement. Celui-ci est à la fois national et démocratique, plus dirigé contre la Russie que contre la Porte (le gouvernement ottoman).

Le soulèvement roumain est immédiatement réprimé, en Transylvanie par l'armée hongroise, en Moldavie et en Valachie par les armées russe et ottomane. En mai 1849, une convention retire aux provinces danubiennes les privilèges consentis par le traité d'Andrinople (1829)⁴⁴ : les hospodars sont nommés par la Russie et la Porte ; un corps d'occupation mixte, russe et ottoman, stationne dans les principautés⁴⁵.



La question d'Orient reste ouverte : la Russie est résolue à déchirer le traité de Paris (conclu en 1856, après la guerre de Crimée). La France obtient de la Russie qu'elle ne s'oppose pas à sa politique en Italie. En échange, elle offre de soutenir l'unité roumaine. L'Angleterre ne peut guère s'opposer à cet accord : elle doit réprimer la révolte des *cipayes* en Inde. Les Roumains proclament alors l'union de fait de la Moldavie et de Valachie et se choisissent un prince roumain, *Alexandre Couza*. Le sultan (Abdelaziz) s'incline (1861). Cinq ans plus tard, le prince Couza est renversé et le prince *Charles de Hohenzollern*, cousin du roi de Prusse, Guillaume 1^{er}, le remplace. Comme en Grèce, l'Europe place ses princes sur les trônes des jeunes nations de Turquie d'Europe⁴⁶. Soutenus par le gouvernement russe, Gortchakov⁴⁷ encourage les nationalités slaves à revendiquer leur autonomie dans les Balkans. La Serbie a obtenu que les dernières garnisons ottomanes quittent le pays. Vassale en droit, elle est devenue indépendante de fait. En Grèce, sous la pression de Londres, en 1862, un coup d'état militaire a chassé le roi Othon : le roi Georges 1^{er}, fils du roi de Danemark, est devenu roi des Grecs pour cinquante ans. Lorsque la Crète, à majorité grecque et chrétienne, proclame, en août 1866, son indépendance et son rattachement à la Grèce, l'Autriche et l'Angleterre n'interviennent pas⁴⁸.

De leur côté, les Bulgares récusent le monopole de l'église grecque. Des dissidents menacent de se rapprocher de Rome et de créer une église uniatale catholique. La Porte autorise les Bulgares à former une église autocéphale dirigée par un exarque, une mesure qui l'arrange puisqu'elle divise l'église orthodoxe. Gortchakov annonce à ses partenaires européens que son gouvernement annule les engagements pris au traité de Paris (signé en 1856 lors de la guerre de Crimée) concernant la navigation en mer noire. L'Angleterre convoque les puissances à Londres. Une convention est signée le 13 mars 1871 : le traité de Paris est confirmé, mais la Russie obtient le droit de réarmer sa flotte en mer noire⁴⁹.

Pendant ce temps, le chancelier allemand Bismarck⁵⁰, profitant d'une période où l'Allemagne domine les relations internationales, a besoin de l'Autriche-Hongrie pour contenir le panslavisme⁵¹, et le



comte Andrassy⁵² aligne la politique autrichienne sur celle de l'Allemagne. Une nouvelle combinaison politique qui compose l'Alliance des trois empereurs (1872), un avatar de Sainte-Alliance. Elles s'accordent pour combattre les révolutions ; L'Allemagne s'oppose au cléricanisme venu de Vienne, l'Autriche-Hongrie au panslavisme venu de Russie, la Russie au nihilisme, qui, lui, est spécifiquement russe⁵³.

5-2/ la période 1876- 1914 : La politique « Hamidiène » et le congrès de Berlin (1878) comme alibi à l'interventionnisme des grandes puissances.

L'arrivée d'Abdülhamid II⁵⁴ au pouvoir à Istanbul s'accompagne d'un événement politique considérable : la proclamation d'une constitution. Les révoltes des premières années 1860-70 avaient été entendues. La Sublime Porte prend acte et promet officiellement les réformes demandées dès le 13 février 1876⁵⁵. Mais cet élan réformateur est anticipé d'une vague de répression. Dans les premiers mois de 1876, les forces ottomanes entreprennent un nettoyage systématique de la région, notamment dans les Balkans, générant des milliers de réfugiés chrétiens. Cette vague répressive est scrutée par les puissances européennes, qui finissent par intervenir en demandant la cessation des hostilités (mai 1876). La promulgation d'une constitution, le 23 décembre 1876, qui renouvelle aux sujets les garanties et libertés offertes par les chartes de 1839 et 1856 (le *khatti-i goulkhaneh* et *hamayun* déjà cités), à savoir : respect des libertés individuelles, égalité des droits et des devoirs, libre accès à tous les emplois publics, élimination de toutes les formes d'arbitraire⁵⁶.

À l'intérieur des provinces balkaniques, Les relations entre musulmans et non-musulmans se tendent⁵⁷. Cette situation sociale est aggravée par une conséquence directe de la guerre contre la Russie. Le territoire ottoman, du fait des accords de Berlin en 1878, se retrouve largement amputé dans les Balkans⁵⁸. Pour le sultan Abdülhamid, le régime constitutionnel et parlementaire n'est pas applicable à cause de la diversité de l'empire. Il faut un pouvoir fort, capable de rassembler toutes les ethnies et minorités indépendantistes⁵⁹.



Les nouvelles nations balkaniques issues du « règlement de Berlin » s'interposent entre elles et le reste de la Turquie d'Europe, un amalgame d'intérêts antagonistes piègent, Selon Yves Ternon : « l'appropriation nationale du passé ouvre la voie à celle des territoires, faite au nom de ce passé. Chaque peuple revendique sur telle ou telle région ce qu'il appelle « ses droits historiques »⁶⁰. En même moment, les puissances ont pris la péninsule balkanique pour champ clos de leurs luttes et « l'antagonisme de leurs ambitions intervient (...) tantôt pour l'accélérer, tantôt pour le contrarier »⁶¹.

Poussée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie cherche à s'ouvrir la route de la mer Égée. Pour y parvenir, elle projette de raccorder le chemin de fer bosniaque à la ligne Belgrade-Salonique qui traverse la Macédoine ottomane. Ce raccordement lui permettrait de renforcer le contrôle économique sur la Serbie qui n'a plus que la ligne Belgrade-Salonique comme débouché maritime. La cession au Monténégro d'un territoire à majorité albanais provoque une réaction nationaliste que soutiennent, pour des raisons opposées, l'Italie et la Porte. Ce territoire est peuplé de *Mirdites* catholiques et de musulmans. Une ligue albanaise se forma à Prizren en juin 1878 munie d'un programme d'autonomie de l'Albanie. Les puissances proposent un compromis pour régler le différend albanais : des échanges de territoire, les tribus catholiques au Monténégro, les tribus musulmanes à l'empire ottoman. Les Albanais refusent ce marchandage et résistent pendant deux ans. Le sultan Abdülhamid II dissout la ligue albanaise et envoie son armée l'écraser⁶². La Grèce parvient difficilement à s'entendre avec la Porte sur une rectification de frontières que le traité de Berlin l'autorise à négocier. En 1881, elle obtient la Thessalie et le district d'Arta en Épire. Mais la Crète, principal objet de la négociation, reste ottomane.

La Bulgarie n'a pas accepté la partition à Berlin en trois territoires de la Grande Bulgarie que lui offrait le traité de San Stefano. Le Tsar impose son neveu, *Alexandre de Battenberg*, comme prince de Bulgarie. Le jeune prince veut se dégager de la tutelle russe. Il se prépare à annexer la Roumélie orientale inspiré par le projet de « Grande Bulgarie » ; en 1885, un soulèvement nationaliste dirigé par



Stamboulov déclare l'union de cette province avec la Bulgarie et invite le prince *Alexandre* à proclamer cette union. C'est là une violation du traité de Berlin. Le sultan *Abdülhamid* accepte pourtant le fait accompli, mais la Serbie, poussée par l'Autriche, le refuse. Alors, une médiation autrichienne imposant aux parties le retour au *statu quo* territorial⁶³. Les puissances occidentales et centrales sont favorables à la construction d'une Bulgarie nationaliste qui formerait contre la Russie une barrière plus solide. Le Tsar Alexandre III⁶⁴ répliqua en poussant le prince *de Battenberg* à abdiquer. *Stamboulov* rompt avec le tsar, se tourne vers l'Autriche et choisit comme prince un officier de l'armée hongroise, Ferdinand de Saxe-Cobourg. Ce dernier parvient à assassiner *Stamboulov*. Il se rapprocha du tsar, Nicolas II, et le prend comme parrain. La Russie rassurée, reconnaît l'union de la Bulgarie et de Roumélie orientale dès 1887⁶⁵.

6- La crise macédonienne : la synthèse de la complexité balkanique.

La question de Macédoine est la suite naturelle des problèmes balkaniques qui se sont échelonnés à travers le 19^{ème} siècle.

Administrativement, ce territoire ottoman est constitué des trois *vilayets* : de Salonique, Monastir et Kossovo⁶⁶. Mais ses habitants ne parlent pas la même langue, n'appartiennent pas à la même confession et ne sont pas de même culture. Chaque revendication nationale trouve en Macédoine des arguments ethnographiques et historiques pour justifier ses prétentions.⁶⁷. La population pratique trois cultures différentes –musulmane, catholique et orthodoxe.

Pour les Grecs, la Macédoine a répandu à la civilisation hellénique ; sous les ottomans, la seule autorité religieuse reconnue dans les Balkans est grecque. Pour les Bulgares, la majorité de la population macédonienne est slave. Le patriarcat grec n'a cessé de persécuter les églises bulgares jusqu'à la création de l'exarchat bulgare en 1870⁶⁸. Pour les Serbes, l'annexion de la Roumélie orientale par la principauté de Bulgarie a compromis l'équilibre des Balkans. Les ultranationalistes serbes soulèvent la question de la vieille Serbie –le *vilayet* de Kosovo avec ses trois *sandjak* d'Ipek, Prizren et Pristina- où les serbes sont maltraités par les Albanais ; et celle du *vilayet* de



Monastir où vivent de nombreux Serbes, surtout dans le *sandjak* d'Uskub. Ils réclament l'autonomie de la Macédoine et le rattachement du Kosovo à la Serbie⁶⁹.

Les Roumains, eux, Ils expliquent que, depuis la conquête de la Macédoine par les légions roumaines, des colonies latines se sont établies dans les Balkans. Chassés par les invasions slaves, ces latins ont remonté en Transylvanie s'unir aux Daces pour devenir les ancêtres des Roumains. D'autres se sont réfugiés au sud, dans les montagnes de Pinde : ce sont des *Koutzo-Valaques* ou *Aroumains*. Ils les estiment à 1000,000 âmes ; les Grecs les réduisent à 10,000⁷⁰. La Roumanie exploite cette occasion de formuler des prétentions territoriales et les Grecs dénoncent l'imposture. L'historien français Yves Ternon à l'instar d'autres historiens surtout occidentaux, il s'interroge : « sont-ils Bulgares ou Serbes, alors que le dialecte macédonien se rapproche du serbe au nord du vilayet de Monastir, du bulgare près de la frontière bulgare ? »⁷¹ ; Le congrès de Berlin (1878) a jugé que les slaves de Macédoine sont des bulgares⁷².

En fait, le désir d'émancipation des habitants de Macédoine relève d'abord de causes sociales⁷³, mais, surtout, politique liée principalement à la loi sur les *vilayets* de Turquie d'Europe qu'avait promulgué l'administration ottomane en août 1880. Cette loi accorde à tous les habitants l'égalité devant la loi et le respect des libertés individuelles, mais qui n'est pas respectée⁷⁴.

Extension de la crise macédonienne :

La Russie a d'autres soucis que les Balkans⁷⁵. L'Allemagne, de sa part, tente de gagner l'Angleterre à sa cause. L'Autriche-Hongrie reste donc seule dans les Balkans pour y lancer en 1906 sa « politique des chemins de fer ». Celle-ci s'appuie sur l'article 25 du traité de Berlin qui autorise Vienne à avoir des « routes commerciales » dans le *sandjak* de Novi Bazar⁷⁶. Alors, le nouveau ministre des affaires étrangères, le baron d'Aerenthal, entame le *Drang nach Osten* autrichien⁷⁷.

En 1907, le gouvernement autrichien annonce la construction à travers le sandjak de *Novi Bazar* de cette fameuse ligne de chemin de fer qui doit relier Sarajevo à *Mitrovitsa* et unir les réseaux



balkaniques. L'Allemagne soutient l'Autriche et le sultan cède. La Russie, au contraire, se méfie du projet autrichien s'accorde avec l'Angleterre pour résoudre le problème macédonien par l'application des réformes⁷⁸. À la fin de 1904, Les paysans macédoniens cherchent à échapper au terrorisme des bandes comme à l'oppression ottomane ; ils émigrent par tout. En décembre 1905, Les puissances se décident à intervenir contre le sultan⁷⁹. Ils décidèrent de constituer une gendarmerie européenne⁸⁰. Pour faire plier le sultan Abdülhamid, L'Allemagne exige de revoir le financement du chemin de fer de Bagdad qui n'avance pas, faute de capitaux. L'Italie menace de débarquer en Tripolitaine (la Libye actuelle) et la Grèce de pénétrer en Thessalie. Le sultan continue à jeter du lest ; la Révolution jeune-turque (1908-1909) éclate. L'historien français Ternon explique cela : « *Ce ne sont pas les sujets du sultan qui se révoltent (...) mais l'armée qui, considérant que la Macédoine a été livrée à l'Europe (...), sanctionne cet abandon dans un sursaut de nationalisme* »⁸¹.

La révolution jeune-turque précipite le réveil des irrédentismes balkaniques. Depuis trente ans, l'Autriche-Hongrie administrait la Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'article 25 du traité de Berlin l'y autorisait. À Vienne, le baron d'Aerenthal⁸² est résolu à annexer la Bosnie-Herzégovine que le pays est devenu un nid révolutionnaire serbe⁸³. À l'issue de l'entrevue de *Buchlau*, le 16 septembre avec la Russie ; Le 5 octobre 1908, François-Joseph signe le décret d'annexion à l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine. En compensation, le sandjak de *Novi Bazar*, que le traité de Berlin avait autorisé Vienne à occuper militairement est rendu à l'empire ottoman. Le même jour, le prince Ferdinand de Bulgarie, rompt tout un lien de vassalité avec l'empire ottoman⁸⁴. La Bulgarie devient un royaume indépendant.

Le gouvernement ottoman dirigé par « les jeunes turques » tente de réagir⁸⁵. Le 27 février 1909, un accord austro-ottoman mit fin au différend. La Porte reprend possession du sandjak de *Novi Bazar*, et reçoit des compensations matérielles⁸⁶. Ainsi, on peut considérer que la révolution jeune-turque a rompu l'équilibre fragile acquis au congrès de Berlin. Elle a réveillé le pangermanisme, le panslavisme et



les nationalismes balkaniques. La Russie, elle, n'accepte pas l'annexion. Iswolski⁸⁷ comprend que la Serbie veut entraîner Saint-Pétersbourg dans une guerre, alors elle (la Russie) prend en charge la dette bulgare et accepte le fait accompli de l'annexion. Le 31 mars 1908, l'article 25 du traité de Berlin est abrogé et les puissances reconnaissent l'indépendance de la Bulgarie. Un sentiment d'humiliation, un ressentiment partagé par les Jeunes-Turcs, la Serbie et la Russie⁸⁸.

7-Les guerres balkaniques de 1912-1913 : le dernier virage !

L'élan national serbe vise à prendre une autre direction, vers le Nord, où d'autres Slaves du sud — Croates et Slovènes — se trouvaient intégrés à l'Empire austro-hongrois, sans compter quelques minorités serbes. Donc la Bosnie Herzégovine, province ottomane peuplée majoritairement de Serbes orthodoxes (825 000 en 1910), mais également de Musulmans (612 000), en fait très souvent d'origine serbe, et de Croates catholiques (434 000)⁸⁹ devienne la cible. Située sur la route des territoires ottomans. Mais cette option serbe est en opposition avec celle des Bulgares et les Grecs. Chaque une de ces nations jouie sur la situation que traverse l'empire ottoman⁹⁰ ; c'est l'occasion pour réaliser leur identité nationale.

Mais, pour agir, il fallait qu'ils s'unissent, ce qui paraissait parfaitement impossible⁹¹ ; cependant, et malgré cela, pour la première fois dans l'histoire de la question d'Orient, les petits États avaient acquis une position de telle indépendance par rapport aux grandes puissances⁹². Entre mars et mai 1912 L'union des Grecs, Bulgares, Serbes, Monténégrins dans une organisation appelée « Ligue Balkanique » avec l'appui secret de la Russie, résolu à profiter de la situation pour libérer la Macédoine et réaliser leur programme national ; c'est ainsi que fut signé le traité serbo-bulgare⁹³.

Les Balkaniques avaient désormais les mains libres, et déclenchèrent la guerre le 18 octobre 1912 à l'initiative du Monténégro. Ils furent partout vainqueurs. Les Serbes entrèrent en Macédoine, les Grecs à Salonique, les Bulgares en Thrace où ils ne furent arrêtés qu'à 30 kilomètres d'Istanbul ; L'Autriche mobilise. Les Turcs obtinrent alors



la médiation de l'Angleterre. Un armistice fut conclu, pendant lequel les belligérants se réunirent à Londres.

En raison de leurs succès, les Balkaniques réclamaient que l'Empire ottoman leur abandonne à peu près tous ses territoires européens. Malgré l'entêtement des Jeunes-Turcs, conduits par *Enver Pacha* après la prise de pouvoir du 23 janvier 1913, Les hostilités reprirent, les Grecs prenaient Janina le 6 mars ; les Bulgares parvenaient à faire tomber Andrinople (28 mars) ; fin avril, les Monténégrins s'emparaient de Scutari (Shkoder). Une nouvelle Conférence se tint de nouveau à Londres le 30 mai 1913. Outre la Crète, cédée à la Grèce, les Turcs y abandonnaient tous leurs territoires européens, à l'exception d'une fraction de la Thrace orientale⁹⁴. Une fois la victoire acquise, le sort de l'Albanie posait un premier problème⁹⁵ ; chose qui avait engendré une deuxième guerre balkanique déclenchée la nuit du 29 au 30 juin 1913, les Bulgares prirent l'initiative d'attaquer les positions serbes et grecques, mais celle-ci ne durera que deux mois.

Épuisée par la première guerre balkanique, l'armée bulgare n'était plus en mesure de résister à une telle coalition, alors ils demandèrent l'armistice le 31 juillet 1913. Les négociations de paix furent cillées par le traité de Bucarest signé le 10 août 1913.

Ces deux guerres avaient chamboulés la carte géopolitique de l'empire ottoman :

- L'empire ottoman perdait tous ses territoires européens, sauf la Thrace orientale avec Andrinople et naturellement Istanbul (Constantinople) et les Détroits.
- La Serbie accroissait son territoire d'un tiers vers le sud et partageait avec le Monténégro le Sandjak de Novi-Bazar. Les deux pays avaient désormais une frontière commune au grand dam de l'Autriche-Hongrie.
- La Bulgarie n'annexait que l'Est de la Macédoine et une partie de la Thrace, avec, pour la première fois, un port sur la Mer Égée, Dédéagatch (actuellement Alexandropolis) (gain de 400 000 habitants)⁹⁶. Son ralliement aux empires centraux, en 1914-18, lui fera perdre cet accès à la Méditerranée.



- La Grèce annexait Salonique et la Thrace occidentale (gain de 1620000 habitants).
- La Roumanie annexait le quadrilatère de la Dobroudja méridionale avec Silistrie, aux dépens de la Bulgarie (gain de 350 000 habitants).
- Enfin, l'Albanie indépendante était créée par la Conférence de Londres, en fait sous les protectorats communs de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie⁹⁷.

Conclusion :

Comme si bien souligné l'historien français François Georgeon⁹⁸ ; En 1914, c'est-à-dire à la veille de la première guerre mondiale, il ne reste plus à l'Empire ottoman que la Thrace orientale (avec Istanbul). Voici un bref rappel des différentes phases de ce recul sur le continent européen (les Balkans) au XIXe et début du XXe siècle.

Première phase : dans les années 1820, l'Empire cède du terrain devant la poussée des mouvements de libération nationale : indépendance de la Grèce en 1830, autonomie de la Serbie en 1829, suivie de celle des provinces roumaines en 1859.

Deuxième phase : les révoltes dans les Balkans et la guerre russo-turque de 1877-1878 accélèrent le recul : la perte définitive de la Serbie, de la Roumanie, de la Thessalie (rattachée à la Grèce) et d'une partie de l'Epire ; des territoires comme la Bosnie-Herzégovine (occupée par l'Autriche-Hongrie) et la Bulgarie (devenue une principauté autonome) ne dépendent plus que nominalement d'Istanbul.

Troisième phase du recul : après la révolution Jeune-Turque de 1908, la Bulgarie proclame son indépendance, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, la Crète se rattache à la Grèce. Puis, au moment des guerres balkaniques (1912- 1913), l'Empire ottoman perd ses dernières possessions en Europe : l'Albanie, la Macédoine et la Thrace occidentale. Reste seulement la Thrace orientale (avec Andrinople) et la capitale Istanbul.

Il y a donc une tendance générale à l'effacement de l'Empire de l'Europe. Mais le recul n'a pas été continu ; il y a eu des pauses pendant lesquelles la situation s'est stabilisée. Comme il



convient de remarquer que la fin de l'Empire, à l'issue des guerres balkaniques, que les Balkans ont été complètement perdus.

Notes de références :

- ¹ - La balkanisation signifie un émiettement de peuples aux revendications contradictoires où les frontières ont été sans politique, un mélange cesse disputées.
- ² - Pour plus d'information sur la géopolitique de la région, voir : Georges Prévélakis, Les Balkans, cultures et géopolitique, sous la direction de J.R. Pitte, coll. Géographie d'Aujourd'hui, édition Nathan, Paris, 1994, P.15
- ³ - François Georgeon, L'EMPIRE OTTOMAN ET L'EUROPE AU XIXE SIÈCLE, De la question d'Orient à la question d'Occident, L'Harmattan | « Confluences Méditerranée », 2005/1 N°52 | pages 29 à 39. Consultable sur : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-1-page-29.htm>
- ⁴ - Yves TERNON, Empire Ottoman : le déclin, la chute, l'effacement, Éditions le félin, Michel de Maule, 2005, P. 85.
- ⁵ - Ces notables avaient toujours existé en Anatolie et dans les pays arabes où de puissantes familles dominaient de vastes régions, Mais leur avènement dans les balkans est plus tardif, dixit Yves TERNON.
- ⁶ -G. Castellan, Histoire des Balkans, xIVe – xxe siècle, librairie Arhème Fayard, paris, 1991, P.212
- ⁷ - Selon Ternon, le terme « joug ottoman » est emprunté au célèbre roman du bulgare Ivan Vazov, sous le joug, publié en 1882.
- ⁸ - Le terme ottoman *millet* désigne une communauté religieuse légalement protégée. Il concerne aussi les minorités (*dhimmi*). Il vient du mot arabe milla ou mellah (féminin singulier) et millet (au pluriel), communauté confessionnelle (également). En turc moderne, milliyet signifie nation. Voir طائفة parfois nommée taifa, l'Encyclopédie numérique (Universalis).
Autrement dit, *Le millet* est le regroupement des sujets du sultan sur des critères d'appartenance confessionnelle. Il s'agit d'une communauté religieuse reconnue par le pouvoir ottoman et qui, sous la responsabilité de son chef hiérarchique, s'auto-administre dans les domaines relevant de sa théologie et de sa morale, se conformant aux lois de l'Empire pour tout le reste. Il relève du millet tout ce qui concerne d'abord la religion, puis la famille, l'enseignement, la bienfaisance ; dans cette perspective, les autorités du millet sont également chargées de la mise en place et du financement des institutions nécessaires : tribunaux ecclésiastiques, écoles, hôpitaux et hospices. Voir : Nicolas Pitsos, « Des millets aux nations », Cahiers balkaniques [En ligne], 36-37 | 2008, mis en ligne le 19 mai 2012, consulté le 19 septembre 2018. URL : <http://ceb.revues.org/1575> ; DOI : 10.4000/ceb.1575. Je parlerai de cet



élément de la politique ottomane vis-à-vis des communautés non musulmanes ci-après.

) est un terme historique du droit musulman qui désigne ⁹دھیمی - Dhimmi (en arabe : les sujets non musulmans d'un État sous gouvernance musulmane, liés à celui-ci par un « pacte de protection » discriminatoire. En terre d'islam, les « gens du Livre », chrétiens et juifs, bénéficiaient d'un statut de « protégé », ou dhimmi. Astreints au paiement d'un impôt de capitation (Dictionnaire français Larousse).

¹⁰ - Yves TERNON, Op.cit. P. 88.

¹¹ - Gilles Veinstein, in Histoire de l'Empire ottoman, (sous la direction de Robert Mantran), Paris, Fayard, 1989, p.302

¹² - Ce qui distingue la fin de 18^{ème} siècle est qu'une période de transition entre une ère de despotisme absolu et la montée des nationalismes.

¹³ - une oligarchie grecque de Constantinople, de financiers et de banquiers. Le nom grec phanar-le phare- est donné au quartier de la capitale bordant au nord la Corne d'Or. Là, sont installés le patriarcat et de riches familles grecques. Voir : Yves TERNON, Op.cit. P. 89.

¹⁴ - La sublime Porte, appellation qui désigne l'endroit situant sur la rive du Bosphore abritant le QG du gouvernement de l'empire ottoman.

¹⁵ - les Drogmans sont à la fois interprètes et hommes politiques. C'est ainsi que Le « grand drogman » est en fait un secrétaire aux affaires étrangères. Le drogman de la flotte et les deux drogmans qui dirigent les deux principautés de Valachie et de Moldavie (en Roumanie actuelle) occupent une fonction gouvernementale. Voir : Yves TERNON, Op.cit. P. 88.

¹⁶ - La Grande Idée (Megáli Idéa) était l'expression du sentiment national puis du nationalisme grec aux XIX^e et XX^e siècles. Elle visait à unir tous les Grecs dans un seul État-nation avec pour capitale Constantinople. Elle prit avant tout la forme d'un irrédentisme. Le terme fut inventé en 1844 par Ioánnis Koléttis, Premier ministre du roi Othon Ier. La Grande Idée a dominé toute la politique extérieure et par conséquent la politique intérieure de la Grèce. De la guerre d'indépendance dans les années 1820, aux guerres balkaniques du début du XX^e siècle (y compris même le problème chypriote des années 1970) ; le principal adversaire de la Grèce dans sa réalisation de la Grande Idée fut l'Empire ottoman puis la Turquie. (Encyclopédie Universalis)

¹⁷ - Yves TERNON, Op.cit. P. 89.

¹⁸ - Yves TERNON, Op.cit. P. 90 ; J. Ancel, Peuples et nations des Balkans, Géographie politique, Paris, Editions du CTHS, 1992, P.94

¹⁹ - les d'Omne, sont les chrétiens convertis à l'islam.

²⁰ - Yves TERNON, Op.cit. P. 91. J. Ancel, Op.cit., P.96.

²¹ - Yves TERNON, Op.cit. P. 92. J. Ancel, Op.cit., P. 109.

²² - le pachalik est un territoire dirigé par un pacha.

²³ - Jacques Ancel, Op.cit., P.118.



²⁴ - Une migration plus tardive est retracée par le grand roman de Milos Tsernianski, Migrations, Paris, Julliard/L'Age d'homme, 1986. Cité par : Yves TERNON, Op.cit. P. 92.

²⁵ - Yves TERNON, Op.cit. P. 93.

²⁶ - Jacques Ancel, Op.cit., P.119 ; Yves TERNON, Op.cit. P. 94.

²⁷ - Voïvode est un terme qui désigne au départ le commandant d'une région militaire, puis un titre de noblesse dans les pays slaves et roumains. D'origine slave, il est aussi utilisé en Roumanie, pays de langue romane, et en Hongrie, pays de langue finno-ougrienne. Voir l'Encyclopédie numérique Universalis. Voir aussi : R. Mantran, Histoire de l'empire ottoman, (sous la direction de Robert Mantran), Paris, Fayard, 1989, P. 121. TERNON, P. 490.

²⁸ - Yves TERNON, Op.cit. P. 95 ; Mantran, Op.cit., P.123.

²⁹ - Jacques Ancel, Op.cit., P. 130 ; Yves TERNON, Op.cit. P.96.

³⁰ - Vivre dans l'empire ottoman. Sociabilités et relations intercommunautaires (18ème-20ème siècles), sous la direction de François Georgeon et Paul Dumont), Paris, L'Harmattan, 1997, P.241.

³¹ - Ibid., P.17. Mantran, Op.cit., P.127.

³² - sous la direction de François Georgeon et Paul Dumont), Op.cit., PP.13-15.

³³ - Les Tanzimat (« réorganisation » en turc ottoman) furent une ère de réformes dans l'Empire ottoman. Commencée en 1839, elle s'achève en 1876 par la promulgation de la Constitution ottomane, suivie de l'élection d'un premier Parlement ottoman, dissout deux ans plus tard par le sultan Abdülhamid II. (Universalis)

³⁴ - Paul Dumont, in « histoire de l'empire ottoman », (Sous la direction de R.Mantran), p.498.

³⁵ - M. Sivignon, Les Balkans, une géopolitique de la violence, édition Belin, Paris, 2009, P.83 ; Yves TERNON, Op.cit. P.159.

³⁶ - Le mot *millet* désigne à la fois une communauté religieuse et une communauté nationale. Pour plus sur ce sujet, voir : Nicolas Pitsos, Op.cit.

³⁷ - Yves TERNON, Op.cit. p.160. Nicolas Pitsos, Op.cit.

³⁸ - M. Sivignon, Op.cit. P.84

³⁹ - Yves TERNON, Op.cit. P.161.

⁴⁰ - Georges Corm, L'Europe & l'Orient, de la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie, édition Bouchene, Alger, 1990, P. 22 ; Yves TERNON, Op.cit. P.166.

⁴¹ - Georges Corm, Op.cit. P. 23 ; Yves TERNON, Op.cit. P.167.

⁴² - TERNON, Op.cit., P.167.

⁴³ - René Pinon, l'Europe et la jeune Turquie, Paris, Perrin, 1913, P.480.

⁴⁴ - Le traité d'Andrinople (actuellement Edirne en Turquie) est signé le 14 septembre 1829 entre l'Empire ottoman et la Russie. Il met fin à un conflit commencé en 1828 entre les deux puissances. Par ce traité, la Russie obtient



d'importants avantages tant à l'est qu'à l'ouest de la mer Noire. À l'est, elle se voit reconnaître la souveraineté sur la rive orientale de la mer Noire, en particulier sur l'actuelle Géorgie et une grande partie du territoire actuel de l'Arménie. À l'ouest, la Russie, qui occupait la Bessarabie depuis 1812, annexe le delta du Danube, tandis que la Valachie récupère les ports danubiens de Turnu Măgurele, Giurgiu et Brăila ; la Serbie voit son autonomie accrue et reconnue. De leur côté, les insurgés grecs, qui étaient en partie à l'origine de cette guerre russo-ottomane (par solidarité entre nations orthodoxes), n'obtenaient pas encore l'indépendance pour leur pays, mais la voyaient poindre à l'horizon, ce qui fut entériné en juillet 1832 par le traité de Constantinople. Voir : Reni Pinon, l'Europe et l'empire ottoman, édition Perrin, Paris, 1908, p.399.

⁴⁵ - Yves TERNON, Op.cit. P.169.

⁴⁶ - Georges Corm, La nouvelle Question d'Orient, édition Apic, Alger, 2018, P.121 ; Yves TERNON, Op.cit. P.171.

⁴⁷ - Le prince Alexandre Mikhaïlovitch Gortchakov, né à Haspal le 15 juin 1798 et mort à Baden-Baden le 11 mars 1883, est une éminente personnalité politique russe, qui fut diplomate, chancelier d'État, et ministre des Affaires étrangères russe de 1856 à 1882. Voir : Dictionnaire français Larousse.

⁴⁸ - La première ne s'est pas relevée de sa défaite ; la seconde change de gouvernement et est confrontée à la révolution irlandaise.

⁴⁹ - Georges Corm, La nouvelle Question d'Orient, Op.cit., P.122 ; Yves TERNON, Op.cit. P.172.

⁵⁰ - Otto von Bismarck (1815- 1898) est un homme d'État prussien puis allemand. Et pour savoir plus sur les personnalités les plus marquantes de la crise balkanique, je me permets de référer à notre étude (Mémoire de Magistère) intitulée : « la crise balkanique 1875-1914 : étude historique pour l'une des périodes de la question d'orient », département d'histoire, faculté des sciences humaines et sociales, université d'Alger 2 (A.Sadallah), 2014-2015 ; Partie ANEXES/ Personnalités.

⁵¹ - Le panslavisme est une doctrine politique, culturelle et sociale qui valorise l'identité commune que partagent les différents peuples slaves (Croates, Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Macédoniens, Bulgares, Pomaks, Moldaves dont font partie de l'empire ottoman, et aussi d'autres peuples de l'Europe centrale et orientale) ; qui préconise leur union politique sur la base de cette identité. Une politique prônée par la Russie tsariste, comme alibi contre les ottomans durant le dix-neuvième siècle dans le contexte de la question d'orient. (Dictionnaire français Larousse).

⁵² - Le comte Gyula Andrassy (1823 - 1890) est un homme d'État hongrois. Un rebelle contre le règne des Habsbourg au temps de la révolution de 1848, il fut le premier Ministre-président du royaume de Hongrie après le Compromis austro-hongrois de 1867 et Ministre impérial des Affaires étrangères de 1871 à 1879. Voir :



l'encyclopédie numérique Universalis ; N.Zerkoui, Op.cit., Partie ANEXES/
Personnalités.

⁵³ - Prévialalis, Op.cit., P.164 ; Yves TERNON, Op.cit. P.173.

⁵⁴ - Le sultan Abdülhamid II avait dirigé les affaires de l'empire ottoman entre 1876-1909, destitué par le putsch des « jeunes turcs » en juillet 1909 connu sous l'appellation « la révolution des jeunes turcs ».

⁵⁵ - Mantran Histoire de l'empire ottoman (sous dir) P. 513

⁵⁶ - Ibid, p. 517.

⁵⁷ - Georgeon, Op.cit, PP. 107-109.

⁵⁸ - D'après Robert Mantran, Du fait de ces changements territoriaux et des afflux de réfugiés, la proportion des musulmans par rapport à la population totale de l'empire gagne quelques points, passant de 68 à 76%. Mantran, Op.cit., p. 525.

⁵⁹ - Ibid, p. 528.

⁶⁰ - TERNON, Op.cit., p.200.

⁶¹ - R. Pinon, l'Europe et l'empire ottoman, Op.cit., P.402.

⁶² - Ernest WEIBEL, Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours, collection l'Orient politique, édition ellipses, Paris, 2002, P. 184 ; Yves TERNON, Op.cit. P.200.

⁶³ - WEIBEL, Op.cit., P. 186 ; Yves TERNON, Op.cit. P.202.

⁶⁴ - Alexandre II a été assassiné en mars 1881 ; son fils, Alexandre III, règne de 1881 à 1894.

⁶⁵ - TERNON, Op.cit. P.203.

⁶⁶ - TERNON, Op.cit. P.219.

⁶⁷ - R. Pinon, l'Europe et l'empire ottoman, Op.cit., p.110.

⁶⁸ - A signaler que Le traité de San Stefano (3/3/1878 entre la Porte et la Russie) avait réalisé l'unité bulgare, le traité de Berlin (13/7/1878) a morcelé la Bulgarie en trois parties que le peuple bulgare est impatient de réunir ; y compris une grande partie de la population de macédoine.

⁶⁹ - TERNON, Op.cit. P.221.

⁷⁰ - Les statistiques données restent à vérifier, car elles étaient (et demeurent) parmi les moyens de propagande entre les états balkaniques depuis l'avènement des nationalismes dans cette région au début du dix-neuvième siècle.

⁷¹ -Ibid, P.221, voir aussi : WEIBEL, Op.cit., P. 188.

⁷² - Pinon, l'Europe et l'empire ottoman, Op.cit., PP.111-152.

⁷³ - à l'instar des écrits occidentaux sur la question des minorités chrétiennes dans l'empire ottoman, TERNON et Béhar étaient unanime, voici le résumé :

« Que ce soit les Chrétiennes ou musulmanes, les populations sont victimes du mode de gouvernement du sultan : violences exercées par des soldats et des policiers sans solde et sans nourriture, réduits au pillage ; déni de justice et prévarication des juges ; rançonnement du paysan par la dîme et l'impôt exigés des agents du fisc. En plus, corvées imposées par les entrepreneurs pour la construction des routes...etc ». Sur



ce sujet, voir : -Pierre Béhar, Vestiges d'empire, la décomposition de l'Europe centrale et Balkanique, édition desjonquers, Paris, 1999.

⁷⁴ - WEIBEL, Op.cit., P. 116.

⁷⁵ - la Russie avait deux fronts de bataille pour ses intérêts stratégiques : le front des Balkans et le front asiatique dont la guerre qu'avait mené contre le Japon et qu'avait perdu entre février 1904 et avril 1905.

⁷⁶ - TERNON, Op.cit. P.225 ; Yerasimos Stéphane, Questions d'Orient, Frontières et minorités des Balkans au Caucase, édition La découverte, Paris, 1993, P. 44.

⁷⁷ - Le plan autrichien tient en trois parties : annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie ; contrôle de la Macédoine ; débouché sur Salonique ouvrant la Méditerranée au commerce autrichien. Voir : Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1894), (sous la direction de H. Hauser), vol 2, p.55 ; affaires étrangères, documents diplomatiques : affaires de Macédoine (1902-janvier-février 1905, Paris, Imprimerie nationale, 1903-1905 (3 vol.), (livres jaunes).

⁷⁸ - Yerasimos, Op.cit., P. 46 ; TERNON, Op.cit. 225.

⁷⁹ - c'est la seconde manifestation devant Mételin. En octobre-décembre 1901, la France avait occupé la douane pour faire plier le sultan. Voir : Ibid, p.213.

⁸⁰ - Castellan, Op.cit., P.351.

⁸¹ - TERNON, Op.cit. PP.226-227 ; voir aussi : Castellan, Op.cit., P.352.

⁸² - Diplomate autrichien, il commença sa carrière comme attaché d'ambassade à Paris en 1877. En 1906, il devint ministre des affaires étrangères de l'Empire austro-hongrois. Il fut le principal artisan de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine grâce à un accord secret avec la Russie. Cette réussite lui valut le titre de comte. (Universalis).

⁸³ - À signaler qu' à Belgrade, la propagande se plaide la cause d'une « Grande Serbie », d'une union des Slaves du sud –une Yougoslavie- dont la Serbie serait le centre et qui regrouperait le sandjak de *Novi Bazar*, le Banat de Temesvar, la Dalmatie et le Monténégro. Pour plus sur le sujet, voir : Ernest Denis, La grande Serbie, Paris, Delagrave (France), 1915, PP 36 et suivantes ; -G. Castellan, Le monde des Balkans, Poudrière ou zone de paix, librairie Vuibert, Paris, 1994, P.57.

⁸⁴ - « l'incident Guéchoy » avait blessé le prince Ferdinand. Cet agent diplomatique bulgare –« l'agent princier »-n'avait pas été invité à une réunion du corps diplomatique, ce qui soulignait le fait que la Bulgarie n'était pas un État indépendant. Voir : Ernest Denis, Op.cit., P. 93.

⁸⁵ - la réaction se fut par le boycott. Le *Tanim*, organe officiel du comité, appelle les ottomans à boycotter tous les produits autrichiens dans les magasins et à refuser de décharger les marchandises autrichiennes dans les ports. Alors, À Constantinople, toutes les nationalités ottomanes s'associent au mouvement et manifestent leur soutien au gouvernement. TERNON, Op.cit. P.238.



⁸⁶ - les compensations citées sont : le rachat du chemin de fer de Roumélie orientale, de la part de dette de la Bosnie-Herzégovine à la dette de l'empire, et des garanties religieuses pour les musulmans de Bosnie. Vor : TERNON, Op.cit. P.239.

⁸⁷ - Alexandre Petrovitch Izvolski est un diplomate et homme politique russe qui fut l'artisan de l'alliance entre la Russie et le Royaume-Uni. Ministre des Affaires étrangères de la Russie impériale de 1906 à 1910, il succéda au comte Vladimir Lambsdorff. Voir l'encyclopédie Universalis.

⁸⁸ - TERNON, Op.cit. P.239.

⁸⁹ - Ernest Denis, La grande Serbie, Paris, Delagrave (France), 1915, p. 122.

⁹⁰ - En fait, le mouvement des Jeunes-Turcs n'arrivèrent vraiment au pouvoir qu'en 1913, l'Empire ottoman était entré dans une phase de modernisation, dont les objectifs étaient d'établir un gouvernement centralisé et de construire une nation « ottomane » fondée sur la diversité ethnique et religieuse du pays.

⁹¹ - Jean Pelissier, Dix mois de guerre dans les Balkans (octobre 1912-août 1913), Paris, Perrin, 1914, p. 5.

⁹² - Yerasimos, Op.cit., P. 48.

⁹³ - En mars 1912, après des discussions aussi longues que difficiles, la Serbie et la Bulgarie concluaient une alliance défensive à la fois contre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, accompagnée d'un protocole secret très clairement offensif contre l'empire ottoman. Il prévoyait un partage des territoires ottomans de la Macédoine et des territoires limitrophes.

Il était prévu de faire trois parts : la Serbie recevrait le sandjak de Novi-Pazar, la Vieille-Serbie (le Kosovo) et l'ouest de la Macédoine. La Bulgarie obtiendrait la partie de la Macédoine à l'Est de la Struma ; quant à la partie centrale, soixante kilomètres de part et d'autre du Vardar dont le débouché était Salonique, elle formerait un territoire autonome, à moins que la Serbie et la Bulgarie puissent se la partager, ce qui était assez improbable en raison de « l'intérêt » que lui portait la Grèce, comme il prévoyait aussi l'arbitrage de la Russie. Voir : Jean-Jacques Becker, « La guerre dans les Balkans (1912-1919) », In : Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°71, 2003. Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire. pp. 4-16 ; consultable sur :

https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_71_1_914

⁹⁴ - Beker, op.cit.

⁹⁵ - les points de discorde s'articulent autour des points suivants : les Serbes et les Monténégrins auraient souhaité mettre la main sur l'ensemble des territoires albanais, mais ils se heurtèrent à l'opposition catégorique de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Pour les Austro-Hongrois, il était inacceptable que les Serbes atteignent la mer, et l'Italie avait également des visées sur ces régions.



⁹⁶ - En septembre 1913, les Turcs signèrent avec la Bulgarie un traité qui leur permettait de récupérer la région d'Andrinople, alors que les Bulgares conservaient la Thrace occidentale, qui leur permettait d'avoir un accès à la mer Égée.

⁹⁷ - Pour savoir plus sur ce sujet, voir notre étude sur : la crise balkanique 1875-1914, Op.cit.

⁹⁸ - Une synthèse tirée de sa valeureuse contribution, Op.cit.